

# Les Béninois notent sévèrement le gouvernement dans la lutte contre la corruption

Dépêche No. 17, Afrobaromètre | Richard Houessou et Romaric Samson

## Résumé

Au Bénin, les efforts du gouvernement dans la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique sont décriés et, comparativement au Ghana, au Togo, et à la Côte d'Ivoire, le Bénin gère pire la lutte contre la corruption, selon le plus récent sondage Afrobaromètre.

En plus du fait que le nombre de citoyens désapprouvant la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption est passée du simple au double entre 2008 et 2014, les fonctionnaires de l'état, les hommes d'affaires, et certaines institutions sont indexés au regard de leur implication dans les affaires de corruption. Ainsi les hommes d'affaires, les policiers ou gendarmes, et les agents des impôts prennent les premiers rangs de ceux que les Béninoises disent sont « la plupart » ou « tous » impliqués dans les affaires de corruption.

L'enquête indique que les Béninois ont des difficultés significatives pour obtenir des services publics, ce qui pourrait contribuer à la proportion des citoyens qui se voient obligé de payer un « pot de vin » afin d'obtenir les services dont ils ont besoin. Pourtant, après avoir été victime de corruption, très peu de citoyens dénoncent l'incident à un officiel du gouvernement ou une autorité.

Ces données sont importantes d'autant plus qu'elles interviennent au moment où les politiques s'articulent autour de la lutte contre ce mal dont souffre l'administration béninoise. Ceci démontre que la corruption – politique ou administrative – n'est plus un secret pour personne et reste non seulement un frein au développement mais aussi un espoir à reconquérir.

## L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche non partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre au Bénin, dirigé par l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique, a interviewé 1.200 adultes Béninois en mai-juin 2014. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Les enquêtes précédentes ont été menées au Bénin en 2005, 2008, et 2011.

## Résultats clés

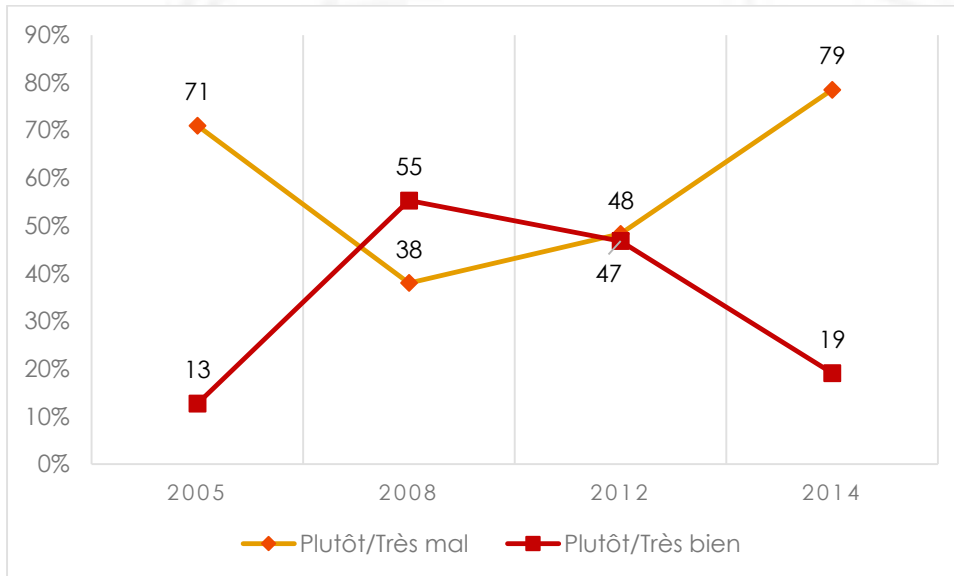
- La lutte contre la corruption au Bénin s'est détériorée: Huit citoyens sur 10 (79%) désapprouvent la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, contre 38% en 2008.

- Pour six Béninois sur 10 (64%), les hommes d'affaires sont « tous » ou « la plupart » impliqués dans les affaires de corruption. L'institution étatique considérée comme étant la plus corrompue est la police (« tous » ou « la plupart » corrompus selon 54% des répondants).
- Parmi ceux qui ont recherché certains services gouvernementaux pendant les 12 mois précédents l'enquête, la majorité (73%) disent qu'il est « difficile » ou « très difficile » d'obtenir les services d'adduction d'eau, d'assainissement, ou d'électricité. De même, lorsqu'il s'agit d'obtenir une pièce d'identité comme un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement, 58% des citoyens béninois éprouvent des difficultés.
- Considérant l'expérience qu'ils ont de la corruption, environ deux Béninois sur 10 déclarent avoir payé au moins une fois pendant les 12 mois précédents l'enquête un « pot de vin » pour obtenir un document officiel (26%) ou pour obtenir des services essentiels de base (21%).
- Seulement 5% de citoyens béninois victimes de la corruption ont signalé l'incident aux autorités. Les principales raisons pour ne pas signaler les actes de corruption, selon les enquêtés, sont parce qu'ils ont peur des conséquences, ils ignorent comment procéder, et ils n'ont pas d'espoir qu'une action va suivre. Ainsi, pour deux Béninois sur 10, pour combattre la corruption, les gens ordinaires peuvent refuser de payer des pots de vin ou signaler la corruption quand elle a lieu.
- La petite corruption punit toutes les classes sociales. Les citoyens de la classe pauvre tout comme ceux de la classe moyenne qui ont payé des « pots de vin » sont plus enclins que les riches à dire que les organisations de l'état sont corrompues.

### **La performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption**

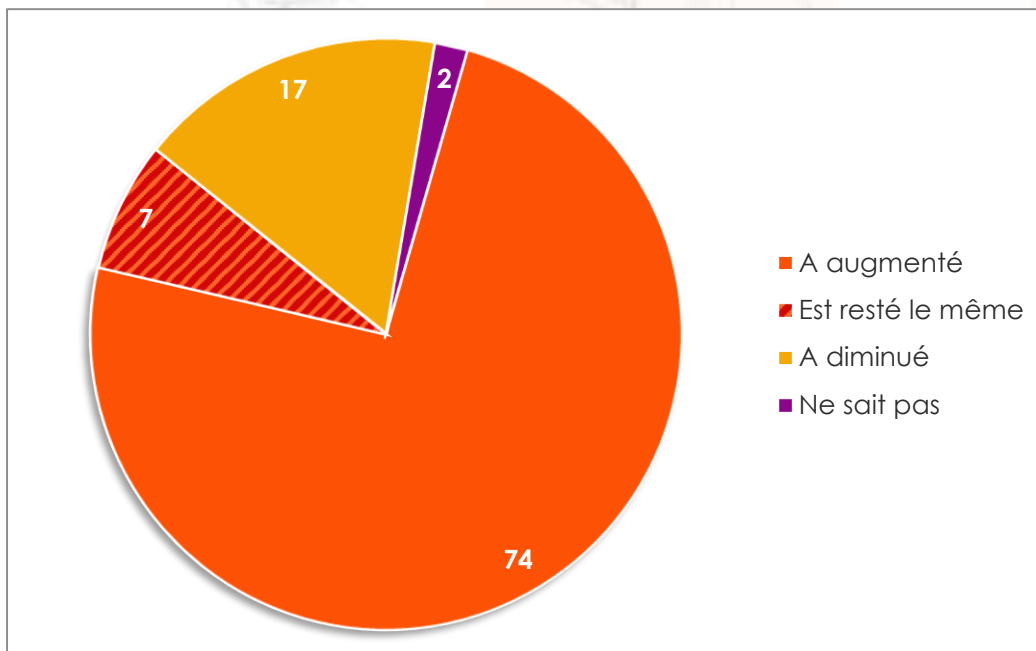
La majorité des citoyens au Bénin désapprouvent la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique. Mieux, la proportion des citoyens qui trouvent que le gouvernement gère « plutôt mal » ou « très mal » la lutte contre la corruption est passée de 38% en 2008 à 79% en 2014 (Figure 1). Par ailleurs, trois quarts (74%) des Béninois trouvent que le niveau de la corruption a augmenté dans le pays pendant l'année écoulée (Figure 2). En outre, en comparant à certains pays de l'Afrique de l'Ouest, la performance du gouvernement du Bénin dans cette lutte contre la corruption est jugée insatisfaisante par une plus grande majorité que celle du Ghana (71% de désapprobation), du Togo (61%), et de la Côte d'Ivoire (53%) (Figure 3).

**Figure 1: Perceptions de la lutte contre la corruption | Bénin | 2008-2014**



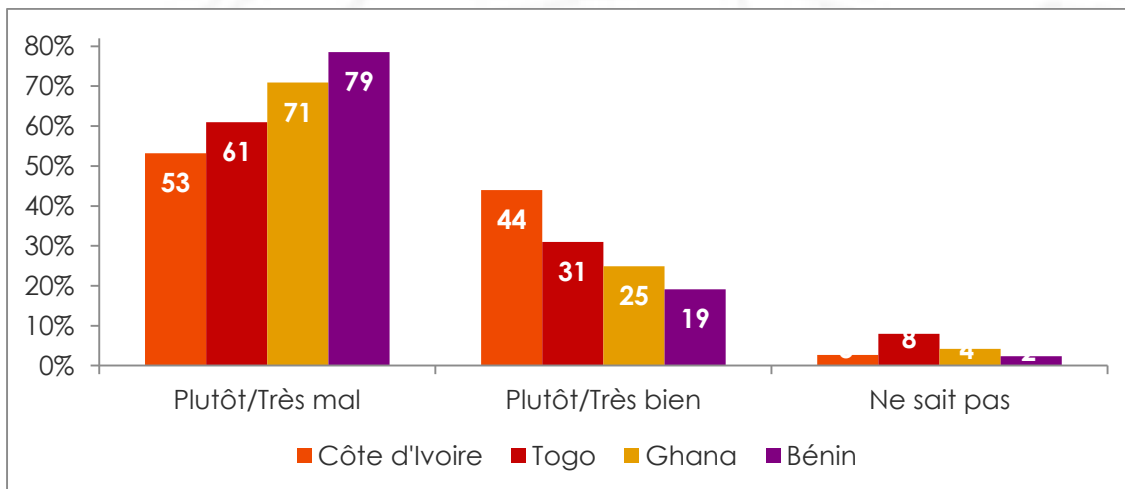
**La question posée aux répondants:** Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: La lutte contre la corruption au sein de l'administration publique? (%)

**Figure 2 : Evolution du niveau de la corruption | Bénin | 2014**



**La question posée aux répondants:** A votre avis, pendant l'année écoulée, le niveau de la corruption a augmenté, diminué ou resté le même dans ce pays? (%)

**Figure 3: Comparaison des performances gouvernementales dans la lutte contre la corruption | 4 pays | 2014**

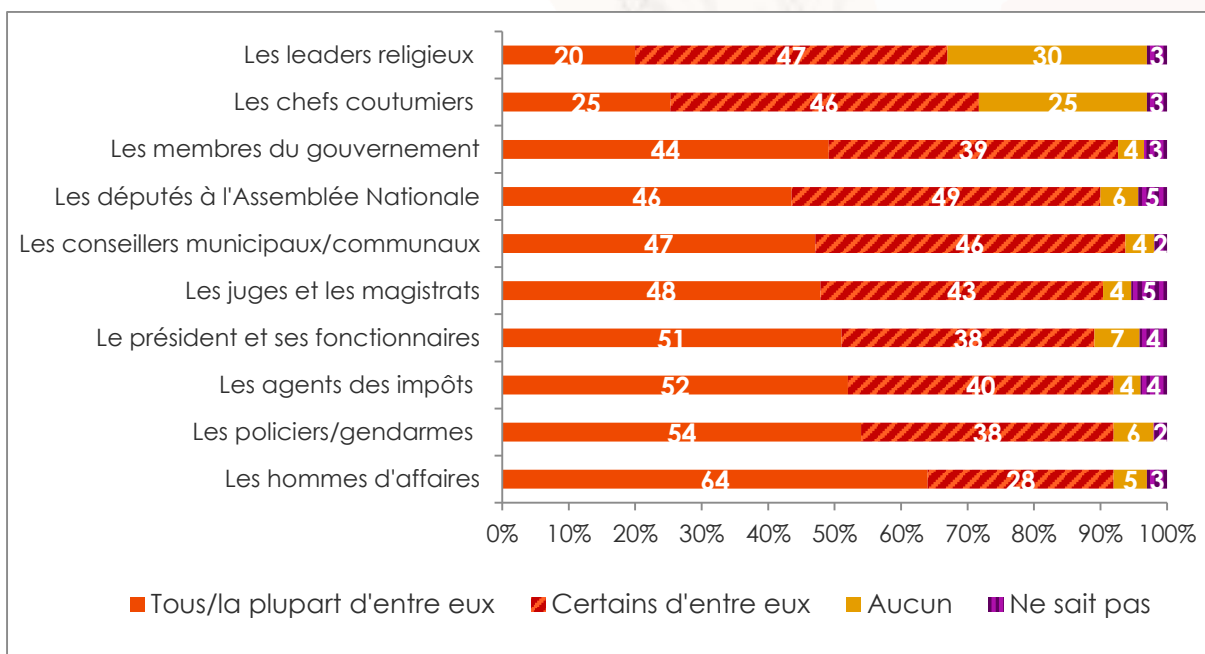


**La question posée aux répondants:** Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La lutte contre la corruption au sein de l'administration publique? (%)

### Perceptions d'une corruption généralisée

Les citoyens béninois perçoivent une corruption généralisée dans les institutions étatiques. La proportion de ceux qui déclarent que « la plupart » ou « tous » sont corrompus va d'un minimum de 44% pour les membres du gouvernement à un maximum de 54% pour les policiers, suivi directement des agents des impôts (52%), des fonctionnaires de la présidence (51%), et des juges et magistrats (48%) (Figure 4). Par ailleurs, pour 64% des Béninois, les hommes d'affaires sont « tous » ou « la plupart » impliqués dans les affaires de corruption.

**Figure 4: Perceptions de la corruption par institution/groupe | Bénin | 2014**



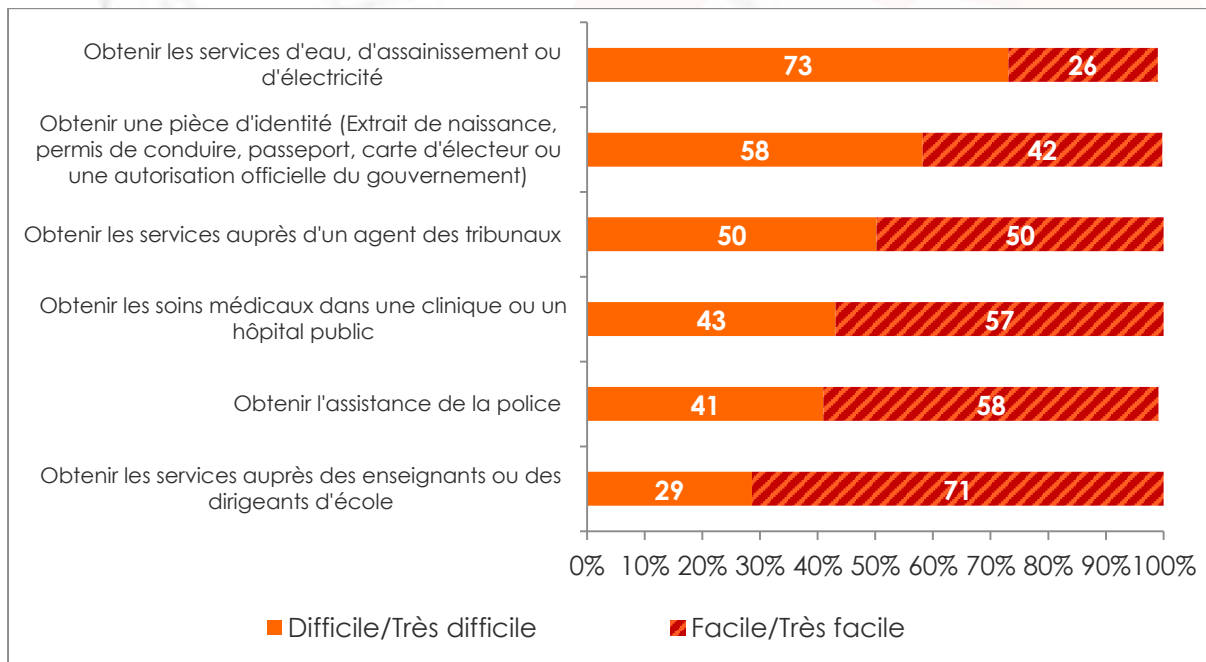
**La question posée aux répondants:** Selon vous, combien de personnes des groupes suivants sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'êtes-vous pas assez familiers avec eux pour donner votre opinion? (%)

## L'accès aux services publics et l'expérience de la corruption

Parmi les Béninois qui ont eu contact avec certains services gouvernementaux pendant les 12 mois précédents l'enquête, sept sur 10 disent qu'il est difficile d'obtenir les services essentiels de base que sont l'eau, l'assainissement, et l'électricité (73%). Pour des proportions significatives, il est « difficile » ou « très difficile » d'obtenir des pièces d'identité (extrait de naissance, permis de conduire, passeport, carte d'électeur) (58%), des services auprès d'un agent des tribunaux (50%), ou des soins médicaux dans une clinique ou un hôpital public (43%) (Figure 5).

Les difficultés à accéder aux services publics peuvent-elles conduire à l'expérience personnelle de la corruption? Les résultats indiquent que parmi ceux qui ont accédé à certains services gouvernementaux, environ deux Béninois sur 10 ont été obligés de payer au moins une fois un « pot de vin » ou offrir un cadeau avant d'obtenir un service. En effet, on dénombre 26% éprouvant de difficulté pour obtenir un document d'identité et 21% pour obtenir certains services sociaux de base dont l'eau, l'assainissement, et l'électricité (Figure 6).

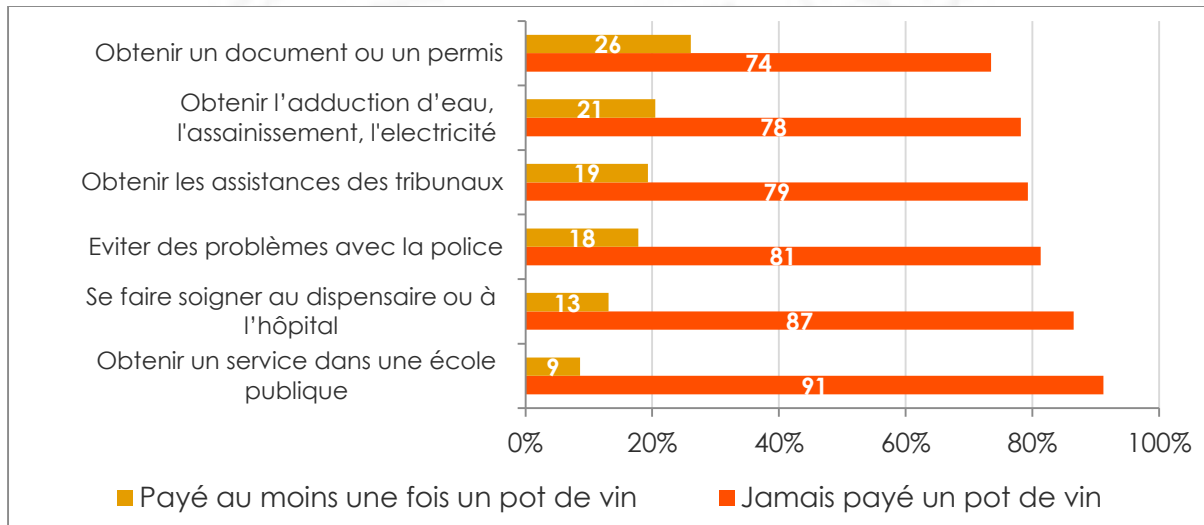
**Figure 5: Expériences dans l'accès de services gouvernementaux | Bénin | 2014**



**La question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à certains services essentiels gouvernementaux? Était-il facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin?



**Figure 6: Expérience personnelle de corruption | Bénin | 2014**



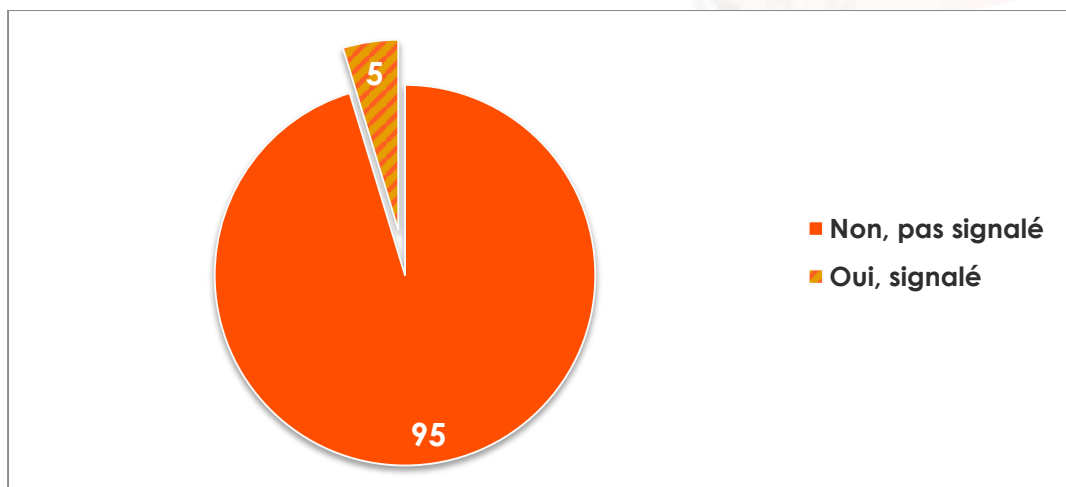
**La question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à certains services essentiels gouvernementaux? Et combien de fois, si jamais, aviez-vous été obligé de payer un pot de vin, offrir un cadeau ou une faveur sous n'importe quelle forme afin d'obtenir les services dont vous aviez besoin? (%)

### Les Béninois ne dénoncent pas les actes de corruption vécue mais refusent de corrompre

La majorité des Béninois ne dénoncent pas les actes de corruption dont ils ont été victimes aux officiels du gouvernement ou à toutes autres autorités. Seul 5% des citoyens disent les avoir signalé (Figure 7).

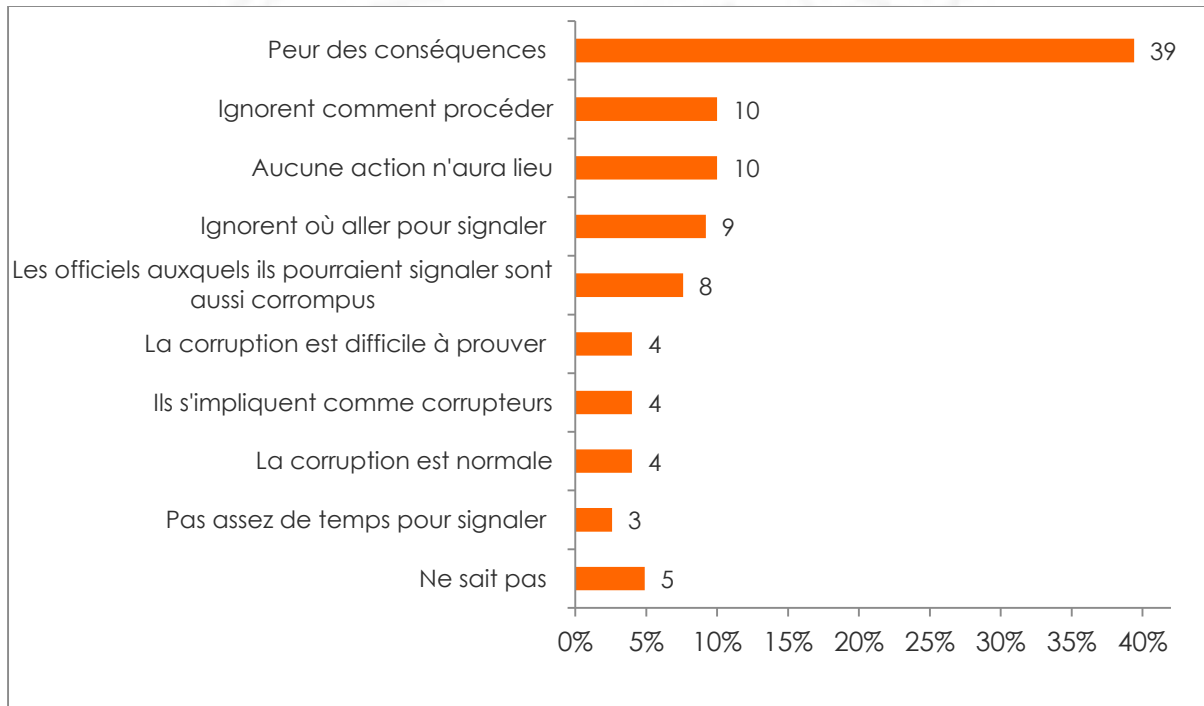
Plusieurs raisons expliquent un tel comportement, selon les enquêtés. Pour quatre Béninois sur 10 (39%), les gens ne dénoncent pas la corruption car ils ont la peur des conséquences. D'autres raisons pour lesquelles les gens ne dénoncent pas la corruption sont : « Ils ignorent comment procéder » (10%) ou « Ils savent qu'aucune action n'aura lieu s'ils la dénoncent » (10%) ou « Ils ne savent pas où aller pour signaler » (9%) (Figure 8).

**Figure 7: Dénonciation de l'expérience de corruption | Bénin | 2014**



**La question posée aux répondants:** Si jamais vous avez payé un pot de vin pour n'importe lequel des services discutés plus haut, avez-vous signalé un des incidents que vous avez mentionnés à un officiel du gouvernement ou à toute autre autorité? (%)

**Figure 8: Raisons de la non-dénonciation des actes de corruption | Bénin | 2014**



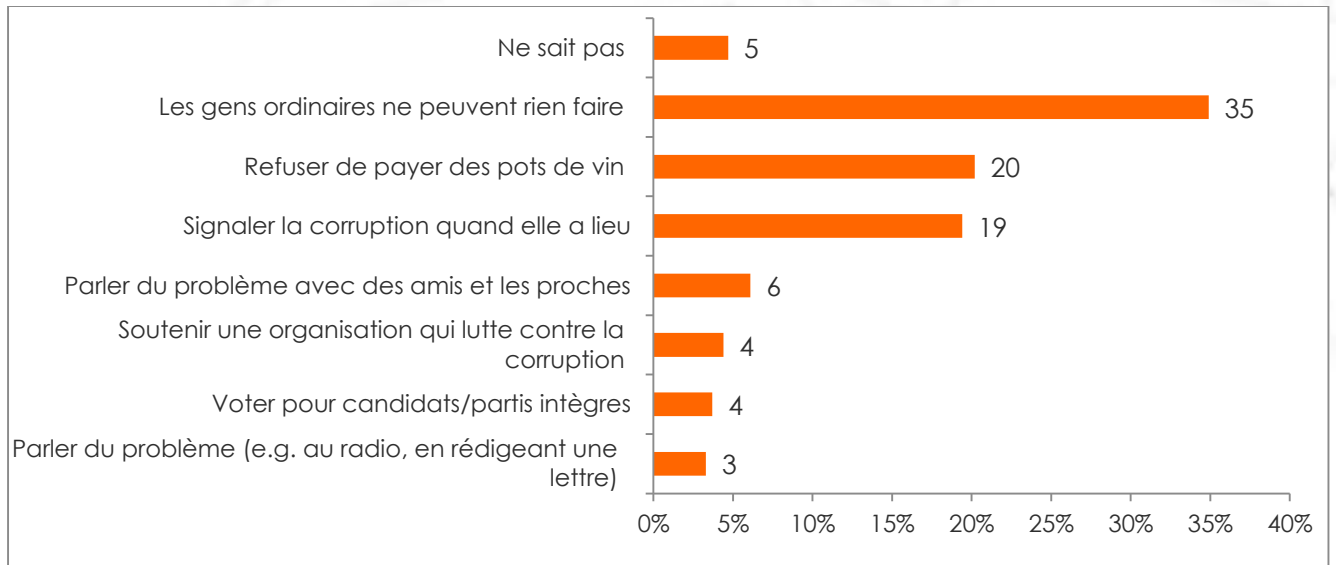
**La question posée aux répondants:** Certaines personnes avancent que plusieurs incidents de corruption ne sont jamais signalés. En vous basant sur votre expérience, quelle est, à votre avis, la raison principale qui empêche les gens de signaler la corruption quand elle a lieu? (%)

Parmi ceux qui ont dénoncé, 31% disent que les autorités ont agi contre les officiels du gouvernement impliqués, et 26% disent avoir souffert de représailles ou de conséquences négatives.

Ces chiffres peuvent expliquer le fait que les vues des Béninois sont partagées sur la question du rôle que les citoyens peuvent jouer dans la lutte contre la corruption. La moitié (49%) disent qu'ils sont « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord » avec l'affirmation que « les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption », contre 42% qui se disent « en accord » ou « tout à fait en accord. »

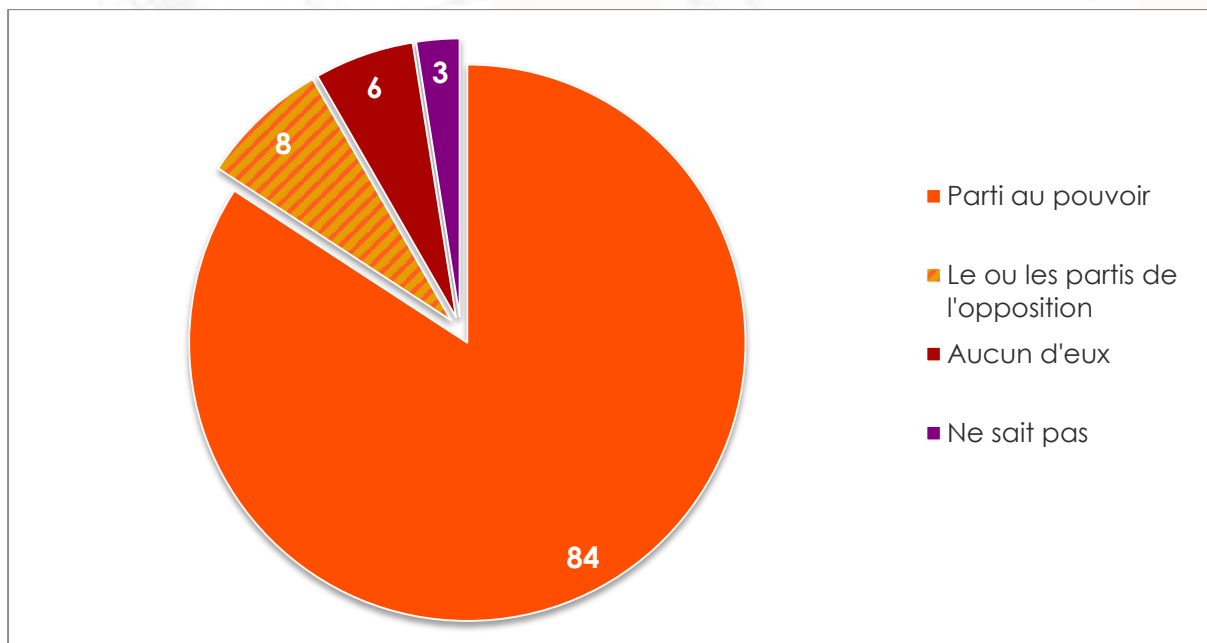
Bien qu'une proportion significative des citoyens trouvent que les gens ordinaires ne peuvent rien faire pour lutter contre la corruption, deux sur 10 par contre trouvent que pour combattre la corruption, il faut « refuser de payer un pot de vin » (20%) ou « signaler la corruption dès qu'on est témoin ou on en fait l'expérience » (19%) (Figure 9). En outre, pour la majorité des Béninois (84%), c'est le pouvoir en place qui est à même de lutter contre la corruption au sein de l'administration publique (Figure 10).

**Figure 9: Stratégies pour lutter contre la corruption** | Bénin | 2014



**La question posée aux répondants:** *Quelle est la chose la plus efficace que les gens ordinaires comme vous peuvent faire pour aider à combattre la corruption dans ce pays?*

**Figure 10: Structure politique pouvant lutter contre la corruption** | Bénin | 2014



**La question posée aux répondants:** *À votre avis, en considérant les partis politiques au pouvoir et ceux de l'opposition de ce pays, lequel est le plus en mesure de lutter contre la corruption au sein de l'administration publique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (%)*

### La petite corruption punit les Béninois de toutes les classes sociales

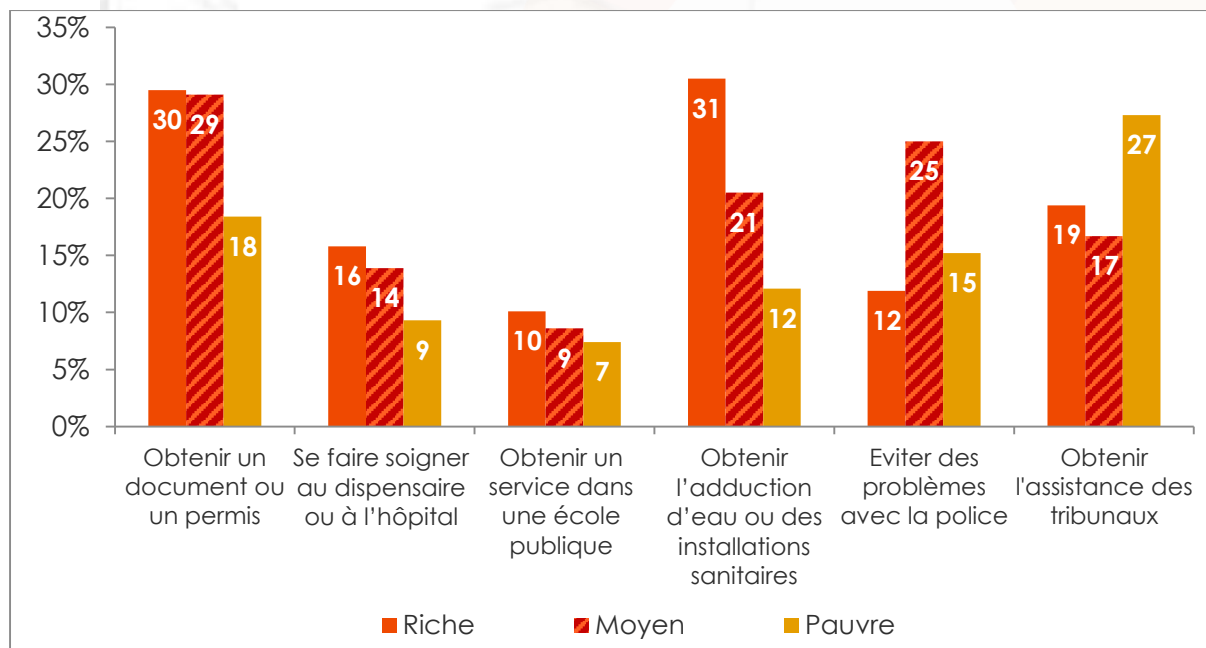
L'étude a permis de répartir la population en trois classes sociales selon le manque des individus en besoins vitaux que sont: la nourriture, l'eau pour les besoins du ménage, les soins de santé, les combustibles pour les besoins du ménage, et l'argent. Ainsi, en fonction de la fréquence du manque on a: les riches, les moyens, et les pauvres. En comparaison avec l'expérience de corruption, les données indiquent que les citoyens de classes moyenne et



pauvre qui ont accédé à certains services gouvernementaux sont autant que ceux de la classe riche obligés de payer des « pots de vin » ou offrir un cadeau sous n'importe quelle forme avant d'obtenir le service dont ils ont besoin (Figure 11). Les proportions varient par type de service. Par exemple, 30% des citoyens de la classe riche ont payé un « pot de vin » avant d'obtenir un document d'identité, par rapport à 29% pour ceux de la classe moyenne et 18% pour ceux de la classe pauvre. De même, 31% des citoyens de la classe riche et 21% de classe moyenne ont été obligés de payer un « pot de vin » pour obtenir les services d'adduction d'eau ou d'assainissement ou d'électricité, par rapport à 12% de ceux de la classe pauvre. Mais les pauvres (27%) comparativement à ceux des classes riches (19%) et moyennes (17%) sont plus victimes de corruption lorsqu'ils ont recours à une assistance des tribunaux.

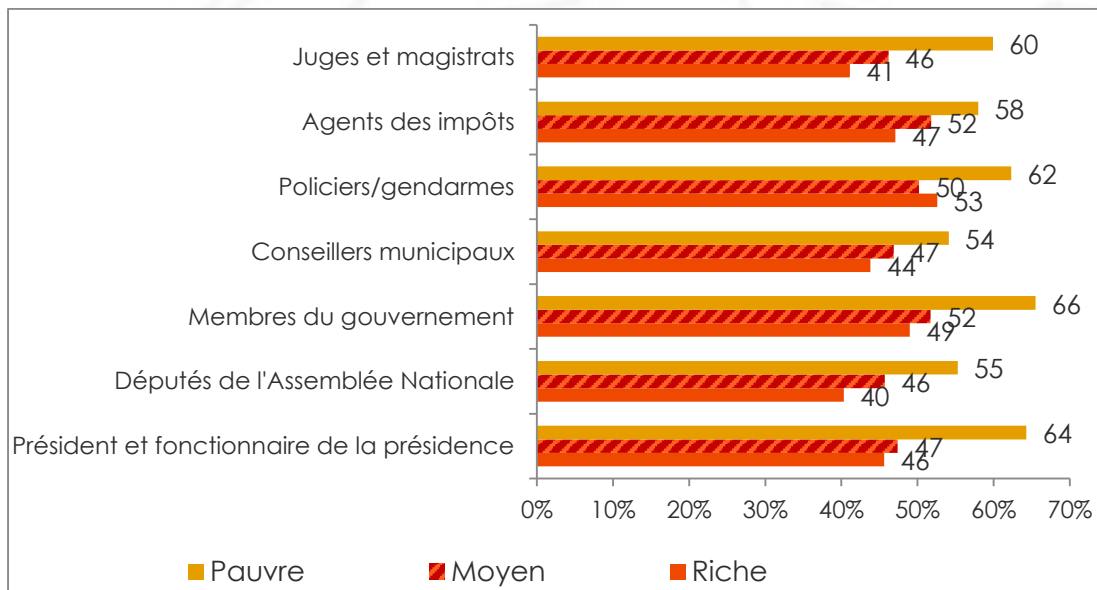
Par ailleurs, les pauvres sont plus disposés que les citoyens des classes riche et moyenne à dire que les personnes de certaines institutions sont « la plupart » ou « tous » impliqués dans les affaires de corruption. En effet, la proportion des pauvres qui trouvent que « la plupart » ou « tous » des personnes des institutions sont impliqués dans les affaires de corruption passe d'un maximum de 66% pour les membres du gouvernement à un minimum de 54% pour les conseillers communaux (Figure 12).

**Figure 11: Expérience de corruption** | par classe sociale | Bénin | 2014



**La question posée aux répondants:** *Et combien de fois, si jamais, aviez-vous été obligé de payer un pot de vin, offrir un cadeau ou une faveur sous n'importe quelle forme afin d'obtenir les services dont vous aviez besoin? (% disant au moins une fois)*

**Figure 12: Perception de la corruption dans les institutions** | par classe sociale  
| Bénin | 2014



**La question posée aux répondants:** Selon vous, combien de personnes des groupes suivants sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'êtes-vous pas assez familiers avec eux pour donner votre opinion? (% disant « tous » ou « la plupart »)

**Houessou Richard** est le chargé d'Afrobaromètre pour les pays francophones, à IREEP, Abomey-Calavi au Bénin. Email: [rhouessou@africanschoolofeconomics.com](mailto:rhouessou@africanschoolofeconomics.com) ou [sougnon@gmail.com](mailto:sougnon@gmail.com)

**Samson Romaric** est assistant de recherche à IREEP, Abomey-Calavi au Bénin. Email: [rsamson@africanschoolofeconomics.com](mailto:rsamson@africanschoolofeconomics.com)

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université de l'État de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

**Dépêche No. 17, Afrobaromètre | 19 Mars 2015**